



## **D'autres ambitions budgétaires pour préparer l'avenir !**

Le Ceser est aujourd'hui rassemblé pour porter un avis sur le budget primitif 2024 de notre institution régionale. Remercions d'abord la commission 8 pour son travail d'analyse précis et rigoureux.

La FSU prend acte du contexte très contraint et finalement assez incertain des recettes, dépendant largement de la fiscalité indirecte et particulièrement de la TVA, elle-même reposant sur le niveau de consommation intérieure de ménages confrontés pour beaucoup, à des pertes de pouvoir d'achat à nouveau en 2023. Recettes de la carte grise là aussi incertaines au moment du développement des véhicules électriques qui en sont exonérés. La question de ressources pérennes et plus justes permettant de développer des politiques régionales ambitieuses reste d'actualité.

Du côté des dépenses, la FSU Hauts de France s'interroge sur la capacité de ce budget primitif à envisager des stratégies régionales ambitieuses pour l'avenir de notre région. De très nombreuses questions sont soulevées de manière pertinente par la commission à travers les analyses sectorielles. Doit-on tirer des conséquences du constat préalable d'une baisse des dépenses d'environnement en fonctionnement comme en investissement alors que l'urgence climatique imposerait d'autres choix. Peut-on se satisfaire d'une baisse de l'ordre de 5% des dépenses consacrés à l'enseignement alors que l'une des principales forces de notre région pour demain réside dans sa jeunesse. Comment comprendre la baisse des crédits du chapitre aménagement du territoire habitat alors que notre pays est en pleine crise du logement et que 2,4 millions de personnes sont en attente de logement HLM.

Une analyse plus minutieuse du document budgétaire interpelle sur la question de la rénovation des lycées encore trop peu engagée, sur la politique menée en matière de parcs naturels régionaux mais surtout dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Préparer l'avenir ce serait rompre avec ces derniers rangs nationaux occupés par notre région pour les dépenses dédiées à la recherche innovation, à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante. Si nous nous félicitons de l'accompagnement mené par la région sur la construction universitaire (face à des besoins de rénovation par ailleurs immenses), nous appelons de nos vœux un réel changement de pied en ce qui concerne le financement de la recherche et des projets portés par nos grandes écoles et universités, crédits qui ont diminué de 33% depuis 2018.

Les choix opérés par la Région sont clairs : d'un côté 85 millions d'euros pour accueillir des gigafactories sans engagements en contrepartie avec une hausse de près de 6% des budgets dédiés à l'accompagnement des entreprises ; de l'autre une baisse du budget REV3, des crédits biodiversité décevants, des lacunes dans le financement des mobilités décarbonées et une baisse des crédits consacrés à la formation professionnelle, ou la stagnation des budgets consacrés à la santé dans une région dont les indicateurs restent très inquiétants.

La question de l'avenir de la Région reste entière, ce budget ne le prépare pas suffisamment, c'est une certitude.